

Rapport financier 2018

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Minganie

Code géographique : AR981

Type d'organisme municipal : Municipalité régionale de comté

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Nathalie de Grandpré, atteste la véracité du rapport financier
de Minganie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.
(Nom de l'organisme)

Signature _____ Date 2019-05-10

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État des résultats	5
État de la situation financière	6
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	12
Charges par objets	13
Fonds local d'investissement (FLI)	14
Fonds local de solidarité (FLS)	15
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Renseignements financiers non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de MRC de Minganie

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la MRC de Minganie (l' « entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2018 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MRC de Minganie au 31 décembre 2018, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la MRC de Minganie inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S18, S23-1, S23-2 et S23-3 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

(1)

(1) CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A124966

DATE 2019-05-10

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Revenus				
Taxes	1			
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	1 541 618	1 380 329	1 412 786
Transferts	4	2 122 083	2 698 226	2 312 713
Services rendus	5	780 857	619 507	653 868
Imposition de droits	6		80	20
Amendes et pénalités	7			
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	11 665	61 405	42 286
Autres revenus	10	300 818	321 243	598 872
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	4 757 041	5 080 790	5 020 545
Charges				
Administration générale	14	1 360 644	1 336 479	1 431 616
Sécurité publique	15	132 709	63 809	3 969
Transport	16	111 175	123 682	115 000
Hygiène du milieu	17	331 543	361 121	344 430
Santé et bien-être	18	69 707	69 707	48 064
Aménagement, urbanisme et développement	19	2 161 818	1 362 693	1 995 419
Loisirs et culture	20	547 246	854 283	104 252
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	277 934	401 420	83 237
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	4 992 776	4 573 194	4 125 987
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(235 735)	507 596	894 558
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		8 163 553	7 268 995
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			
Solde redressé	28		8 163 553	7 268 995
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		8 671 149	8 163 553

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	6 296 675	1 151 226
Débiteurs (note 5)	2	2 210 853	1 836 919
Prêts (note 6)	3	67 172	84 986
Placements de portefeuille (note 7)	4	3 000 555	3 000 720
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	11 575 255	6 073 851
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		6 973 805
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	1 170 548	1 842 377
Revenus reportés (note 12)	12	1 714 851	1 690 682
Dette à long terme (note 13)	13	15 821 564	3 251 278
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
	15	18 706 963	13 758 142
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(7 131 708)	(7 684 291)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	15 753 913	15 805 225
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19		
Autres actifs non financiers (note 17)	20	48 944	42 619
	21	15 802 857	15 847 844
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	8 671 149	8 163 553

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2018</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(235 735)	507 596	894 558
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 () (528 453) (6 477 677)
Produit de cession	3		76 503	
Amortissement	4		573 164	256 033
(Gain) perte sur cession	5		(69 902)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		51 312	(6 221 644)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10		(6 325)	1 030
	11		(6 325)	1 030
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(235 735)	552 583	(5 326 056)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(7 684 291)	(2 358 235)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(7 684 291)	(2 358 235)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(7 131 708)	(7 684 291)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	507 596	894 558
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	573 164	256 033
Autres			
- Perte (gain) sur cession d'imm	3	(69 902)	72
- Perte sur placement	4		129 376
	5	1 010 858	1 280 039
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(373 934)	322 502
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(671 829)	(91 550)
Revenus reportés	9	24 169	37 818
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13	(6 325)	1 030
	14	(17 061)	1 549 839
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(528 453)	(6 477 677)
Produit de cession	16	76 503	
	17	(451 950)	(6 477 677)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19	17 979	46 158
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	17 979	46 158
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	13 930 394	5 000
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 365 994)	(917 000)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(6 973 805)	3 197 029
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	5 886	5 886
Autres			
-	27		
-	28		
	29	5 596 481	2 290 915
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	5 145 449	(2 590 765)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 151 226	3 741 991
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	1 151 226	3 741 991
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	6 296 675	1 151 226

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité régionale de comté de Minganie a obtenu ses statuts en vertu de la Loi 125 sur l'aménagement du territoire.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

La M.R.C. ne contrôle aucun organisme et ne participe à aucun partenariat.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatations suivants :

- Les quotes-parts sont constatées lors de leur adoption par le Conseil;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les revenus des projets ou autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

C) Actifs

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la MRC consiste à présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Perte de valeur et prêts douteux

À la fin de chaque exercice, la MRC détermine s'il existe des indications d'une possible perte de valeur. Ainsi, la valeur comptable est ramenée à la valeur de réalisation estimative. La valeur de réalisation estimative est mesurée par l'actualisation des flux monétaires prévus aux taux d'intérêts réels inhérents aux prêts. Lorsque le montant et le moment de réalisation des flux monétaires futurs ne peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnablement fiable, la valeur de réalisation estimative correspond à la juste valeur de tout élément donné en garanti.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

b) Actifs non financiers

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Le coût des immobilisations détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par voie de donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	40 ans
Bâtiments	40 ans
Améliorations locatives	10 ans
Véhicules	5 et 10 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 et 20 ans

Réduction de valeur

Lorsqu'une immobilisation corporelle n'a plus aucun potentiel de services à long terme pour la MRC, l'excédent de sa valeur comptable nette sur toute valeur résiduelle doit être constaté à titre de charge dans l'état des résultats. Une réduction de valeur ne doit pas être annulée par la suite.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

D) Passifs

S.O.

E) Revenus

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la M.R.C., sauf, dans la mesure où les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La M.R.C. comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Appariement fiscal pour revenus de transfert :
 - pour la démarcation des intérêts et du capital : dans l'exercice subséquent;
 - pour le redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation du revenu de transfert.
- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
 - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de la dette.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la M.R.C., conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée de vie utile des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, et le passif aux titres des sites contaminés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

3. Modification de méthodes comptables

La MRC a adopté le chapitre SP2200, « Information relative aux apparentés » pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Ce chapitre définit ce qu'on entend par un apparenté et établit les informations à fournir relativement aux opérations entre apparentés. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés ou sur les informations à fournir dans les états financiers de la MRC au cours de la période considérée.

La MRC a adopté le chapitre SP3210, « Actifs » pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Ce chapitre a pour objet de fournir des indications sur l'application de la définition des actifs énoncée dans le chapitre SP1000, « Fondements conceptuels des états financiers », et d'établir des normes générales d'informations à fournir à leur sujet. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés ou sur les informations à fournir dans les états financiers de la MRC au cours de la période considérée.

La MRC a adopté le chapitre SP3320, « Actifs éventuels » pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Ce chapitre définit et établi des normes relatives aux informations à fournir pour des catégories précises d'actifs éventuels. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés ou sur les informations à fournir dans les états financiers de la MRC au cours de la période considérée.

La MRC a adopté le chapitre SP3380, « Droits contractuels » pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Ce chapitre définit et établit des normes relatives aux informations à fournir sur les droits contractuels. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés ou sur les informations à fournir dans les états financiers de la MRC au cours de la période considérée.

La MRC a adopté le chapitre SP3420, « Opérations interentités » pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Ce chapitre établit des normes de comptabilisation et d'information applicables aux opérations conclues entre des entités du secteur public qui sont comprises dans le périmètre comptable d'un gouvernement, tant du point de vue du prestataire que de celui du bénéficiaire. L'adoption de ce chapitre n'a eu aucune incidence sur les montants comptabilisés ou sur les informations à fournir dans les états financiers de la MRC au cours de la période considérée.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 6 296 675	1 151 226
Découvert bancaire	2 () ()	
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3	
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 6 296 675	1 151 226
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie		
	9	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice		
	10	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11	
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 804 972	140 278
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 14 648	194 662
Organismes municipaux	15 484 025	463 129
Autres		
- Mini-centrales	16 378 485	
- Intérêts courus - Divers & JP	17 528 723	1 038 850
	18 2 210 853	1 836 919
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs		
	23	
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	24	
Prêts à un fonds d'investissement	25	
Autres		
- Prêts octroyés - FLI	26 40 542	53 878
- Prêts octroyés - FLS	27 26 630	31 108
	28 67 172	84 986
Provision pour moins-value déduite des prêts		
	29	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	3 000 555	3 000 720
Autres placements	31		
	32	3 000 555	3 000 720
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Placements dans la société en commandite MAGPIE, la société d'énergie Rivière Shel Drake et le FIER Côte-Nord.

8. Avantages sociaux futurs**Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37		

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	104 211	104 158
Régimes de retraite des élus municipaux	42		
	43	104 211	104 158

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

2018

2017

10. Emprunts temporaires

La MRC dispose d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 100 000 \$, aux taux de base, échéant en juin 2030. Aucun montant n'est utilisé sur cette marge au 31-12-2018.

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	47	928 836	595 239
Salaires et avantages sociaux	48	68 304	56 562
Dépôts et retenues de garantie	49		
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Organismes municipaux	53	7 473	1 173 750
- Intérêts courus - DLT	54	165 935	16 826
-	55		
-	56		
-	57		
	58	1 170 548	1 842 377

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60		
Fonds de développement des territoires	61		243 170
Fonds parcs et terrains de jeux	62		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63	165 166	167 515
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions de promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Travaux corr, PADF, Transport	68	766 267	964 644
- CLD-MRC, fonds divers	69	189 972	31 135
-	70		
- CAM - SIM - HQ (COMAX)	71	593 446	284 218
	72	1 714 851	1 690 682

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

					2018	2017
13. Dette à long terme						
	Taux d'intérêt		Échéance			
	de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,55	5,00	2018	2038	73	15 419 700
Obligations et billets en monnaies étrangères					74	
Gains (pertes) de change reportés					75	
					76	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77	442 814
Organismes municipaux					78	442 814
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79	
Autres					80	
					81	15 862 514
Frais reportés liés à la dette à long terme					82	(40 950)
					83	(46 836)
						15 821 564
						3 251 278

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2018		
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2019	84	92	2 052 200	100	109	117	2 052 200
2020	85	93	938 500	101	110	118	938 500
2021	86	94	555 000	102	111	119	555 000
2022	87	95	569 000	103	112	120	569 000
2023	88	96	3 726 000	104	113	121	3 726 000
2024 et +	89	97	7 579 000	105	114	122	8 021 814
	90	98	15 419 700	106	115	123	15 862 514
Intérêts et frais accessoires				107	()	124	()
	91	99	15 419 700	108	116	125	15 862 514

Note

	2018	2017
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	3 126 484
Tiers		(6 313 704)
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127	(10 258 192)
Autres	128	()
	129	(7 131 708)
		(7 684 291)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130		158		185		212	
Eaux usées	131	451 517	159		186		213	451 517
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132		160		187		214	
Autres	133	2 314 634	161		188		215	2 314 634
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	1 114 603	163	18 583	190	(12 371 173)	217	13 504 359
Améliorations locatives	136		164		191		218	
Véhicules	137	356 766	165		192		219	356 766
Ameublement et équipement de bureau	138	592 872	166	41 941	193		220	634 813
Machinerie, outillage et équipement divers	139	169 422	167	117 949	194	16 502	221	270 869
Terrains	140	19 361	168		195		222	19 361
Autres	141		169		196		223	
	142	5 019 175	170	178 473	197	(12 354 671)	224	17 552 319
Immobilisations en cours	143	12 021 193	171	349 980	198	12 371 173	225	
	144	17 040 368	172	528 453	199	16 502	226	17 552 319
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145		173		200		227	
Eaux usées	146	101 592	174	11 288	201		228	112 880
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147		175		202		229	
Autres	148	180 925	176	115 682	203		230	296 607
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	329 334	178	337 246	205		232	666 580
Améliorations locatives	151		179		206		233	
Véhicules	152	169 454	180	19 327	207		234	188 781
Ameublement et équipement de bureau	153	372 966	181	70 434	208		235	443 400
Machinerie, outillage et équipement divers	154	80 872	182	19 187	209	9 901	236	90 158
Autres	155		183		210		237	
	156	1 235 143	184	573 164	211	9 901	238	1 798 406
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	15 805 225					239	15 753 913
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	()	244	()	246	()	248	()
Valeur comptable nette	242						249	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	250	
Immeubles industriels municipaux	251	
Autres	252	
	253	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	
Note		

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- FPA - Assurances	256	41 217	26 296
- FPA - Abonnement	257	6 259	16 323
- FPA - Déplacements	258	1 468	
Autres			
-	259		
-	260		
	261	48 944	42 619
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

18. Obligations contractuelles

La municipalité régionale de comté (M.R.C.) loue deux photocopieurs en vertu de contrats de location-exploitation venant à échéance en septembre 2019 et avril 2021, et dont la location annuelle s'élève à 3 485 \$. Le montant total à verser jusqu'à l'échéance se chiffre à 6 352 \$.

Elle s'est aussi engagée pour un contrat d'évaluation venant à échéance en décembre 2020. Les montants à verser jusqu'à l'échéance s'élèvent à 76 600 \$.

La M.R.C. s'est aussi engagée jusqu'en 2019, à verser une contribution annuelle de 10 000 \$ pour le parc récréatif.

La M.R.C. s'est engagé pour des services de téléphonie et d'internet jusqu'en 2022, pour un montant total de 18 759 \$.

La M.R.C. s'est également engagée à mettre des fonds dans différents projets régionaux. Les montants engagés par la M.R.C. s'élèvent à environ 71 735 \$ au 31 décembre 2018 et sont conditionnels au respect des protocoles d'entente signés par les promoteurs.

La M.R.C. loue une timbreuse en vertu de contrats de location-exploitation venant à échéance en novembre 2020 et dont la location annuelle s'élève à 233 \$. Le montant total à verser jusqu'à l'échéance se chiffre à 447 \$.

La M.R.C. s'est engagé pour des services de destruction de documents jusqu'en 2019, pour un montant total de 85 \$.

Enfin, la M.R.C. loue les services d'un entrepreneur pour le déneigement de ses stationnements en vertu d'un contrat de 1 an venant à échéance en mai 2019. Le montant total à versé jusqu'à échéance est de 7 008 \$.

19. Droits contractuels

Entente - Hydro-Québec:

La MRC de Minganie a signé une entente avec la société d'état Hydro-Québec en janvier 2008 concernant la construction du complexe hydro-électrique de la rivière Romaine. Cette entente assure des sommes à recevoir à la MRC jusqu'en 2069-2070. La majorité des sommes reçues en fonction de cette entente sont redistribuées aux municipalités de la MRC à chaque année, selon un calcul prédéfini.

Ententes diverses:

La MRC de Minganie bénéficie de diverses ententes avec différents paliers du gouvernement provincial, assurant certaines sommes à recevoir pour le fonctionnement des activités de la MRC.

20. Passifs éventuels**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

La MRC est actuellement en pourparlers avec la Commission scolaire de la Moyenne-Côte-Nord (la « CS ») concernant la facturation des coûts reliés au projet de « Villages branchés ». La MRC réclame une somme de 133 991 \$ à la CS pour des montants payés en trop sur la participation de la MRC au projet. En date du rapport financier, des discussions sont toujours en cours entre les deux parties et aucun montant n'a été inscrit aux états financiers.

21. Actifs éventuels

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

S.O.

24. Instruments financiers

S.O.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018		Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1						
Compensations tenant lieu de taxes	2						
Quotes-parts	3	1 541 618	1 380 329			1 380 329	1 412 786
Transferts	4	2 122 083	2 665 323			2 665 323	2 312 713
Services rendus	5	780 857	619 507			619 507	653 868
Imposition de droits	6		80			80	20
Amendes et pénalités	7						
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	11 665	61 405			61 405	42 286
Autres revenus	10	300 818	244 740			244 740	598 872
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	4 757 041	4 971 384			4 971 384	5 020 545
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15		32 903			32 903	
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18		76 503			76 503	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20		109 406			109 406	
	21	4 757 041	5 080 790			5 080 790	5 020 545
Charges							
Administration générale	22	1 360 644	1 255 538	80 941		1 336 479	1 431 616
Sécurité publique	23	132 709	63 037	772		63 809	3 969
Transport	24	111 175	123 682			123 682	115 000
Hygiène du milieu	25	331 543	311 296	49 825		361 121	344 430
Santé et bien-être	26	69 707	69 707			69 707	48 064
Aménagement, urbanisme et développement	27	2 161 818	1 234 626	128 067		1 362 693	1 995 419
Loisirs et culture	28	547 246	540 724	313 559		854 283	104 252
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	277 934	401 420			401 420	83 237
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32		573 164	(573 164)			
	33	4 992 776	4 573 194			4 573 194	4 125 987
Excédent (déficit) de l'exercice	34	(235 735)	507 596			507 596	894 558

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018		2017
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(235 735)	507 596	894 558
Moins: revenus d'investissement	2	()	(109 406)	()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(235 735)	398 190	894 558
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4		573 164	256 033
Produit de cession	5		76 503	
(Gain) perte sur cession	6		(69 902)	
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8		579 765	256 033
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		17 814	46 158
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			129 376
	15		17 814	175 534
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			5 000
Remboursement de la dette à long terme	17	()	(935 600)	(917 000)
	18		(935 600)	(912 000)
Affectations				
Activités d'investissement	19	(235 735)	(20 410)	(49 397)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22		(36 126)	(81 257)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		19 282	(13 536)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	235 735	(37 254)	(144 190)
	26	235 735	(375 275)	(624 623)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		22 915	269 935

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	109 406	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2	(40 672)	(26 911)
Sécurité publique	3	(904)	()
Transport	4	()	()
Hygiène du milieu	5	()	()
Santé et bien-être	6	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(90 459)	(22 486)
Loisirs et culture	8	(396 418)	(6 428 280)
Réseau d'électricité	9	()	()
	10	(528 453)	(6 477 677)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12	()	()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	13 500 000	
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	20 410	49 397
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16	18 583	
Réserves financières et fonds réservés	17		
	18	38 993	49 397
	19	13 010 540	(6 428 280)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	13 119 946	(6 428 280)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
Rémunération	1	2 271 815	1 934 849	1 881 292
Charges sociales	2	517 428	380 313	388 778
Biens et services	3	1 925 599	1 283 448	1 516 647
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	258 092	381 872	28 922
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	15 142	15 142	53 349
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	4 700	4 406	966
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9			
Transferts	10			
Autres	11			
Autres organismes				
Transferts	12			
Autres	13			
Amortissement des immobilisations	14		573 164	256 033
Autres				
-	15			
-	16			
-	17			
	18	4 992 776	4 573 194	4 125 987

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	1	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2	5 180
Autres revenus	3	14 244
	4	5 180
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5	89 857
Variation de la provision pour moins-value	6	
	7	89 857
Autres charges	8	
	9	89 857
Excédent (déficit) de l'exercice	10	5 180 (75 613)

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	391 302
Placements de portefeuille	12	
Débiteurs	13	
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14	40 543
Provision pour moins-value	15	() ()
	16	40 543
	17	431 845
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	18	
Revenus reportés	19	
Dette à long terme	20	427 814
	21	427 814
Solde du Fonds local d'investissement	22	4 031 (1 149)

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	23	391 302	372 786
Supportant les engagements de prêts	24		
Supportant les garanties de prêts	25		
	26	391 302	372 786

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Prêt encaissable par versements mensuels 1998.61 \$, incluant le capital et l'intérêt à un taux de 7% et échéant en 2022.

Note sur la dette à long terme

Emprunt sans intérêt, remboursable selon les clauses inhérentes au contrat intervenu avec le ministère des Finances (MFQ), à même la liquidité non utilisée par le fonds au 1er juin 2018 et les liquidités générées de 2018 à 2022. Le 1er juin 2022, le solde sera exigible à demande et ne pourra toutefois pas excéder la valeur des actifs du FLI, laquelle tiendra compte des sommes prêtées, des revenus du fonds et des pertes approuvées s'y rattachant.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	1 926	1 539
Revenus sur les prêts aux entreprises	3 436	6 871
Autres revenus		
	5 362	8 410
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts		39 519
Variation de la provision pour moins-value		
		39 519
Intérêts sur la dette à long terme	541	500
Autres charges		
	541	40 019
Excédent (déficit) de l'exercice	4 821	(31 609)

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	205 408	196 109
Placements de portefeuille		
Débiteurs		
Prêts aux entreprises	26 630	31 108
Provision pour moins-value	()	()
	26 630	31 108
	232 038	227 217
Passifs		
Créditeurs et charges à payer		
Revenus reportés		
Dette à long terme	15 000	15 000
	15 000	15 000
Solde du Fonds local de solidarité		
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	217 038	212 217
Excédent (déficit) non affecté		
	217 038	212 217

**VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	205 408	196 109
Supportant les engagements de prêts		
	205 408	196 109

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Prêt encaissable par versements mensuels 400 \$, incluant le capital et l'intérêt à un taux de 12%.

Note sur la dette à long terme

Crédit variable d'un maximum de 750 000 \$, portant intérêt à un taux fixe de 4%, non garanti, remboursable par multiple de 10 000 \$ en tout temps et jusqu'à concurrence de la valeur des actifs du fonds.

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS LOCAL DE SOLIDARITÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		2018		2017
RÉSULTATS				
Revenus				
Revenus provenant de la gestion foncière	1	120 872		139 711
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	24 005		18 093
Autres revenus	3			
	4	144 877		157 804
Charges				
Frais de gestion				
Salaires	5	115 224		136 106
Créances douteuses	6			
Autres frais de gestion	7	29 653		21 698
	8	144 877		157 804
Activités et projets de mise en valeur du territoire				
-	9			
-	10			
-	11			
-	12			
-	13			
-	14			
	15			
	16	144 877		157 804
Excédent (déficit) de l'exercice	17			

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	177 230		171 781
Placements de portefeuille	19			
Débiteurs	20	34 892		29 118
Provision pour créances douteuses	21	(3 852)	(3 685)	
	22	31 040		25 433
Autres	23			
	24	208 270		197 214
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	25			
Créditeurs et charges à payer	26	43 104		29 699
Revenus reportés				
Provenant de la gestion foncière	27	165 166		167 515
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	28			
Autres	29			
Autres	30			
	31	208 270		197 214
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	32			

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

		2018	2017
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	5 964	423 979
Excédent de fonctionnement affecté	2	2 246 008	2 441 565
Réserves financières et fonds réservés	3	1 493 667	857 286
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (158 013) (138 731)
Financement des investissements en cours	5	1 748 755	(11 371 191)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	3 334 768	15 950 645
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	8 671 149	8 163 553
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	5 964	423 979
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	5 964	423 979
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Développement informatique	12		5 000
- Aménagement Préfecture	13	207 813	226 396
- Autres projets	14	187 087	178 288
- Dév. économique - touristique	15	96 688	163 469
- Dév. Ress. Nat-fonds HQ	16	1 499 050	1 654 686
- Matières résiduelles - BFS	17	113 651	28 000
- Prévention Incendie	18	38 726	92 900
- Internet haute vitesse	19	102 993	92 826
-	20		
	21	2 246 008	2 441 565
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
-	23		
-	24		
	25		
	26	2 246 008	2 441 565
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37		
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	288 391	288 391
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43	397 565	372 786
Fonds local de solidarité	44	207 711	196 109
Autres			
- Fonds de diversification écono	45	600 000	
-	46		
	47	1 493 667	857 286
	48	1 493 667	857 286

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 () ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()	()
	54 () ()	()
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()	()
Assainissement des sites contaminés	56 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()	()
Autres		
- Intérêts à recevoir Subvention	58 (23 236) ()	(21 768)
-	59 () ()	()
	60 (23 236) ()	(21 768)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	62 () ()	()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()	()
Autres		
-	66 () ()	()
-	67 () ()	()
	68 () ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 () ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 (442 814) ()	(442 814)
Autres		
-	72 () ()	()
-	73 () ()	()
	74 (442 814) ()	(442 814)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75 240 865	240 865
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs liés au FLI et au FLS	77 67 172	84 986
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80 308 037	325 851
	81 (158 013) ()	(138 731)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

	2018	2017
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 1 748 755	
Investissements à financer	83 () ()	11 371 191)
	84 1 748 755	(11 371 191)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 15 753 913	15 805 225
Propriétés destinées à la revente	86	
Prêts	87 67 172	84 986
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 3 000 555	3 000 720
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 18 821 640	18 890 931
Ajustements aux éléments d'actif	91 (67 172)	(84 986)
	92 18 754 468	18 805 945
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (15 821 564) ()	3 251 278)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (40 950) ()	46 836)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96 442 814	442 814
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (15 419 700) ()	2 855 300)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 () ())
	100 (15 419 700) ()	2 855 300)
	101 3 334 768	15 950 645

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	
Rendement espéré des actifs	33 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	
Charge de l'exercice	35	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39		
Prestations versées au cours de l'exercice	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2018	2017
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73 ()	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

	2018	2017	
Autres			
-	81		
-	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85 (_____)	(_____)	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____)	(_____)	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite <u>capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
-	104		
-	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Autres régimes	111	
	112	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____ 1

Description des régimes et autres renseignements

REER collectif, équivalent à 6 %, 7 % et 8 % du salaire, offert aux employés permanents

	2018	2017
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	114 104 211	104 158

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2018	2017
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	115	

Description du régime

S.O.

	2018	2017
Cotisations des élus au RREM	116	
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	117	
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	118	
	119	

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53	6 959	
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55		(6 500)
Sécurité civile	56		
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58		
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62	116 733	100 625
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71	30 308	30 308
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80	67 680	59 443
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83	175 453	271 849
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85	557 609	594 189
Autres	86	572 667	498 904
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87	336 296	
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		
Autres	89		
Réseau d'électricité	90		
	91	1 575 534	1 548 818

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique		16 539	
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97		
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126	16 364	
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	32 903	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	55 500	96 846	112 576
Fonds de développement des territoires	136	266 131	787 262	262 366
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Partage des revenus du cannabis	138			
Autres	139	283 532	205 681	388 953
	140	605 163	1 089 789	763 895
TOTAL DES TRANSFERTS	141	2 122 083	2 698 226	2 312 713

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	142		
Évaluation	143		
Autres	144		
	145		
Sécurité publique			
Police	146		
Sécurité incendie	147		
Sécurité civile	148		
Autres	149		
	150		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	151		
Enlèvement de la neige	152		
Autres	153		
Transport collectif	154		
Autres	155		
	156		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157		
Réseau de distribution de l'eau potable	158		
Traitement des eaux usées	159		
Réseaux d'égout	160		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	161		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	162	3 000	1 598
Tri et conditionnement	163	30 885	23 665
Autres	164		2 305
Autres	165		33 256
Cours d'eau	166		
Protection de l'environnement	167		
Autres	168		
	169	33 885	25 263
33 885		25 263	35 561
Santé et bien-être			
Logement social	170		
Autres	171		
	172		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	173		
Rénovation urbaine	174		
Promotion et développement économique	175		
Autres	176		
	177		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	178		
Activités culturelles			
Bibliothèques	179		
Autres	180		
	181		
Réseau d'électricité			
	182		
	183	33 885	25 263
33 885		25 263	35 561

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2018	Réalisations 2018	Réalisations 2017
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale			
Greffes et application de la loi	184		
Évaluation	185		
Autres	186	65 993	38 551
	187	65 993	81 871
Sécurité publique			
Police	188		
Sécurité incendie	189		
Sécurité civile	190		
Autres	191		
	192		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	193		
Enlèvement de la neige	194		
Autres	195		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	196		
Transport adapté	197		
Transport scolaire	198		
Autres	199		
Autres	200		
	201		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	202		
Réseau de distribution de l'eau potable	203		
Traitement des eaux usées	204		
Réseaux d'égout	205		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	206		
Matières recyclables	207		
Autres	208		
Cours d'eau	209		
Protection de l'environnement	210		
Autres	211	41 415	66 500
	212	41 415	31 701
Santé et bien-être			
Logement social	213		
Sécurité du revenu	214		
Autres	215		
	216		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	217	288 822	152 490
Rénovation urbaine	218		279 150
Promotion et développement économique	219	186 118	148 821
Autres	220	70 456	71 655
	221	545 396	341 305
Loisirs et culture			
Activités récréatives	222	94 168	147 888
Activités culturelles			
Bibliothèques	223		
Autres	224		5 109
	225	94 168	147 888
Réseau d'électricité	226		
	227	746 972	594 244
TOTAL DES SERVICES RENDUS	228	780 857	618 307
			653 868

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Budget 2018	Réalizations 2018	Réalizations 2017
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	229	80	20
Droits de mutation immobilière	230		
Droits sur les carrières et sablières	231		
Autres	232		
	233	80	20
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	234		
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE			
	235		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	236	11 665	61 405
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	237	69 902	
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	238		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	239		
Contributions des promoteurs	240		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	241		
Contributions des organismes municipaux	242		
Autres contributions	243		
Redevances réglementaires	244		
Autres	245	300 818	598 872
	246	300 818	598 872
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	247		

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Budget 2018		Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	191 901	156 613	361	156 974		163 662
Greffe et application de la loi	2	11	11		11		21 351
Gestion financière et administrative	3	820 531	778 490	53 652	832 142		867 400
Évaluation	4	233 497	215 963	26 732	242 695		280 175
Gestion du personnel	5	114 704	104 461	196	104 657		99 028
Autres							
-	6						
-	7						
	8	1 360 644	1 255 538	80 941	1 336 479		1 431 616
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9						
Sécurité incendie	10	132 709	63 037	772	63 809		3 969
Sécurité civile	11						
Autres	12						
	13	132 709	63 037	772	63 809		3 969
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14						
Enlèvement de la neige	15						
Éclairage des rues	16						
Circulation et stationnement	17						
Transport collectif							
Transport en commun	18	111 175	123 682		123 682		115 000
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	111 175	123 682		123 682		115 000

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Budget 2018		Réalizations 2018		Total	Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23						
Réseau de distribution de l'eau potable	24						
Traitement des eaux usées	25						
Réseaux d'égout	26	71 568	68 145	27 638	95 783	93 834	
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27						
Élimination	28						
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29						
Tri et conditionnement	30	259 975	243 151	22 187	265 338	250 596	
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33						
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38						
Autres	39						
	40	331 543	311 296	49 825	361 121	344 430	
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41						
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	69 707	69 707		69 707	48 064	
	44	69 707	69 707		69 707	48 064	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	605 945	416 599	3 678	420 277	547 703	
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	1 015 231	498 227	368	498 595	932 764	
Tourisme	49	100 699	60 742	8 978	69 720	179 549	
Autres	50	309 070	134 565	115 043	249 608	212 768	
Autres	51	130 873	124 493		124 493	122 635	
	52	2 161 818	1 234 626	128 067	1 362 693	1 995 419	

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

		Budget 2018		Réalizations 2018		Réalizations 2017
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53					
Patinoires intérieures et extérieures	54					
Piscines, plages et ports de plaisance	55	537 246	530 724	313 559	844 283	94 252
Parcs et terrains de jeux	56					
Parcs régionaux	57	10 000	10 000		10 000	10 000
Expositions et foires	58					
Autres	59					
	60	547 246	540 724	313 559	854 283	104 252
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62					
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66					
	67	547 246	540 724	313 559	854 283	104 252
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	273 234	391 128		391 128	76 385
Autres frais	70		5 886		5 886	5 886
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	4 700	4 406		4 406	966
	73	277 934	401 420		401 420	83 237
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	75		573 164	(573 164)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2018

Nom : Minganie

Code géographique : AR981

Type d'organisme municipal : Municipalité régionale de comté

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	3
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Quote-part à chaque municipalité membre de l'endettement total net à long terme	6
Acquisition d'immobilisations par objets	7
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement	8
Analyse des revenus de quotes-parts de fonctionnement	9
Analyse de la rémunération	10
Analyse des revenus de transfert par sources	10
Frais de financements par activités	11
Rénumération des élus	12
Questionnaire	13

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Réalizations 2018	Réalizations 2017
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	18 583	10 777
Édifices communautaires et récréatifs	14	349 982	6 428 280
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18	41 941	16 134
Machinerie, outillage et équipement divers	19	117 947	22 486
Terrains	20		
Autres	21		
	22	528 453	6 477 677

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27		
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	528 453	6 477 677
	34	528 453	6 477 677

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3			
Fonds d'amortissement	4			
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5			
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	1 484 713	4 123 260	446 465
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			5 161 508
	8	1 484 713	4 123 260	446 465
				5 161 508
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9			
Organismes municipaux	10			
Autres tiers	11			
	12			
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette				
	13			
	14			
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15	1 370 587	9 807 134	919 529
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16	84 986		17 814
Autres	17	357 828		(17 814)
	18	1 813 401	9 807 134	919 529
	19	3 298 114	13 930 394	1 365 994
Dette en cours de refinancement	20	()		()
Reclassement / Redressement	21			
Dette à long terme	22	3 298 114	13 930 394	1 365 994
				15 862 514

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	15 862 514
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	10 258 192
Autres montants	11	442 814
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	
Autres		
- Redevances HQ et subv. à venir	13	4 123 262
-	14	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	1 038 246
---	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

	16	
--	----	--

Endettement net à long terme	17	1 038 246
------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	

Endettement total net à long terme	21	1 038 246
------------------------------------	----	-----------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	1 038 246
--	----	-----------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
--	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
---	----	--

**QUOTE-PART À CHAQUE MUNICIPALITÉ MEMBRE
DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

Code géographique	Municipalité	Montant
98020	L'Île-d'Anticosti	69 251
98025	Natashquan	138 398
98030	Aguanish	69 251
98035	Baie-Johan-Beetz	69 147
98040	Havre-Saint-Pierre	415 299
98045	Longue-Pointe-de-Mingan	138 398
98050	Rivière-Saint-Jean	69 251
98055	Rivière-au-Tonnerre	69 251

1

1 038 246

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018****Non audité**

		2018	2017
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	528 453	6 477 677
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	528 453	6 477 677

**ANALYSE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<i>Non audité</i>	2018		2017
	Budget	Réalisations	Réalisations
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2	228 497	217 633
Autres	3	466 243	465 478
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5	42 809	42 809
Sécurité civile	6		
Autres	7		15 723
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	8		
Enlèvement de la neige	9		
Autres	10		
Transport collectif	11		
Autres	12		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	13		
Réseau de distribution de l'eau potable	14		
Traitement des eaux usées	15		
Réseaux d'égout	16	86 496	78 424
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	17		
Matières recyclables	18	164 595	137 306
Autres	19		146 763
Cours d'eau	20		
Protection de l'environnement	21		
Autres	22		
Santé et bien-être			
Logement social	23		
Autres	24		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	25	235 483	233 985
Rénovation urbaine	26		
Promotion et développement économique	27	183 396	90 000
Autres	28	61 184	41 780
Loisirs et culture			
Activités récréatives	29	34 000	33 999
Activités culturelles			
Bibliothèques	30		
Autres	31	38 915	38 915
	32	1 541 618	1 380 329
			1 412 786

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	4,00	32,50	7 964,00	483 897	90 859	574 756
Professionnels	2	2,00	32,50	3 511,00	158 383	33 527	191 910
Cols blancs	3	19,50	32,50	28 482,00	953 363	210 984	1 164 347
Cols bleus	4	6,00	32,50	9 629,00	243 746	38 184	281 930
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	31,50		49 586,00	1 839 389	373 554	2 212 943
Élus	9	9,00			95 460	6 759	102 219
	10	40,50			1 934 849	380 313	2 315 162

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	2 698 226				2 698 226
	17	2 698 226				2 698 226

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité

		2018	2017
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	6 589	6 852
	4	6 589	6 852
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10		
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17		
Traitement des eaux usées	18	4 935	
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21	1 637	4 137
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	6 572	4 137
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	3 818	11 372
Autres	34	44 382	60 876
	35	48 200	72 248
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38	340 059	
	39	340 059	
Réseau d'électricité			
	40		
	41	401 420	83 237

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Luc Noel	39 960	16 595
Lorenza Beaudin	2 929	1 465
Josée Brunet	2 807	1 404
Jean-Luc Burgess	699	350
Martin Beaudin	2 352	1 176
Berchmans Boudreau	1 301	651
Jimmy Flowers	466	233
Pierre Cormier	3 107	1 554
Sylvain Cormier	466	233
Martin Côté	3 478	1 739
Luc bourque	233	117
Léonard Labrie	2 574	1 287
André Barrette	1 287	644
Jacques Tanguay	1 065	533
Marie-Claude Vigneault	699	350
John Pineault	2 474	1 237

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

- | Non audité | OUI | NON | S.O. |
|---|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | _____ \$ | |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT? | 2 <input checked="" type="checkbox"/> | 3 <input type="checkbox"/> | 4 <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement.

- | | | |
|--|----------------------------|---------------------------------------|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 <input type="checkbox"/> | 6 <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2018 | 7 | _____ \$ |
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 <input type="checkbox"/> | 9 <input checked="" type="checkbox"/> |

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité**OUI****NON****Les questions 10 à 13 s'adressent aux MRC seulement**

10. La MRC a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une autre MRC, à une municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

31 32

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

L'immobilière

11. La MRC a-t-elle conclu une entente avec une autre MRC pour l'exécution de travaux, l'organisation et l'administration de services ou pour l'exercice en commun de toutes autres fonctions (article 678 CM)?

33 34

Si oui, indiquer l'objet de l'entente ainsi que le nom de la MRC partie à l'entente :

12. La MRC a-t-elle compétence à l'égard de municipalités régies par le Code municipal en matière de gestion des matières résiduelles (articles 678.0.1 ou 678.0.2.1 CM)?

35 36

13. La MRC a-t-elle accepté la délégation d'un pouvoir du gouvernement du Québec ou de l'un de ses ministres ou organismes (articles 10 ou 10.5 CM)?

37 38

Si oui, indiquer quels pouvoirs ont été acceptés par la MRC et quelles sont les municipalités assujetties à ces compétences :

Gestion foncière

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input checked="" type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Nathalie de Grandpré , atteste que le rapport financier de Minganie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2019-05-21.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Minganie.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Minganie consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Minganie détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2019-05-21 07:29:08

Date de transmission au Ministère :